



Conseil régional du Centre-Val de Loire
9, rue Saint Pierre-Lentin
CS 94117
45041 Orléans Cedex 1
Tél : 02 38 70 30 30 – Fax : 02 38 70 31 18
www.regioncentre-valde Loire.fr



Délibération de l'Assemblée Plénière

DAP N° 18.06.04

ADOpte A L'UNANIMITE

OBJET : Investir dans les Compétences : un besoin pour chacun, une nécessité pour les entreprises, un PACTE régional 2019-2022 ambitieux pour l'emploi en Centre-Val de Loire.

Le Conseil régional, réuni en Assemblée plénière le 20 décembre 2018, après avoir pris connaissance du rapport du Président du Conseil régional ;

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales ;

Vu la délibération DAP n° du 18.01.03 du 22 février 2018 approuvant les actions prévues par la Région au titre de sa mobilisation pour l'emploi ;

Vu la délibération CPR n°18.04.20.25 du 13 avril 2018 approuvant la convention d'amorçage du Plan d'Investissement dans les Compétences entre l'État, la Région et le COPAREF

Vu l'avis émis par le Conseil Economique, Social et Environnemental Régional en date du 17 décembre 2018,

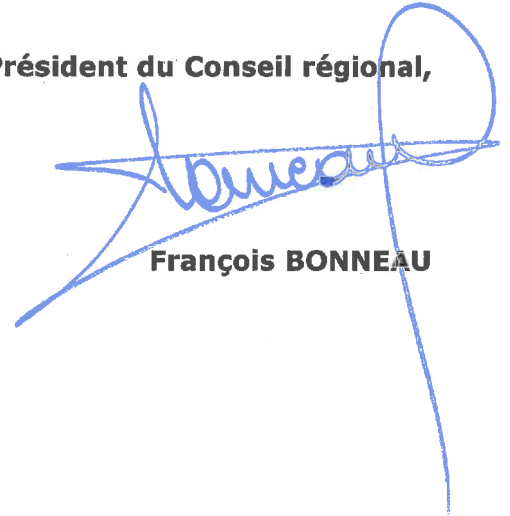
Considérant que le PACTE régional d'investissement dans les compétences 2019-2022 représente un levier capital pour consolider les acquis de la politique Emploi, Formation et Orientation Professionnelles en Centre-Val de Loire et accompagner les transformations attendues dans les 4 années à venir.

DECIDE

- 1) de valider le PACTE régional d'investissement dans les compétences 2019-2022, sa déclinaison en actions opérationnelles tels que présentés en annexe 1 du présent rapport,

- 2) d'adopter la convention financière avec l'État et d'habiliter le Président à la signer ainsi que tous les actes afférents,
- 3) d'acter que les documents complémentaires (projet de convention avec Pôle Emploi...) seront examinés par la Commission Permanente Régionale.

Le Président du Conseil régional,



François BONNEAU

SIGNE ET AFFICHE LE : 21 DECEMBRE 2018

N .B : Le Président susnommé certifie le caractère exécutoire de cette décision qui peut faire l'objet d'un recours devant le tribunal administratif d'Orléans, 28 rue de la Bretonnerie, 45057 Orléans CEDEX 1, dans un délai de deux mois à compter de sa publication et/ou notification. Le tribunal administratif peut également être saisi par l'application informatique " Télérecours citoyens" accessible par le site Internet <http://www.telerecours.fr> dans ce même délai.